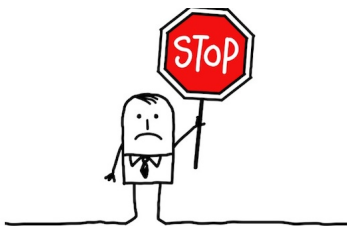


<http://www.snetap-fsu.fr/Du-refus-des-corrections.html>



Action de blocage des centres d'examens

- Nos Actions - Les mobilisations -



Date de mise en ligne : dimanche 24 juin 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

[Une action qui s'étend...plus de 90 centres concernés](#)

Du blocage de l'[EPL](#) du Tarn et Garonne ...au blocage des centres de correction d'examen

Ou pourquoi et comment les personnels de l'Enseignement Agricole Public vont devoir aller jusqu'au blocage !



Consulter [ici le tract qui sera remis dans les centres bloqués](#)

Toute personne qui connaît l'Enseignement Agricole sait à la fois sa richesse, son dynamisme, son utilité en milieu tant rural que périurbain... mais mesure aussi sa fragilité liée à sa « masse critique » tant du point de vue de ses effectifs que de ses établissements eux-mêmes...

A croire que « toute personne », ce n'est pas forcément n'importe qui... et on peut parfois être surpris...

Surpris quand depuis plus de 3 mois, tant sur la réforme de l'apprentissage que sur celle du bac, notre ministère ne contrôle rien... et pis quand il s'y attaque se trouve dans l'incapacité de proposer, à défaut de décider, des mesures d'ajustements pour préserver les pourtant « fameuses » spécificités de l'Enseignement Agricole...

OUI, résolument l'attractivité de notre filière scientifique doit être confortée, sauf à vouloir sans l'assumer la mettre en extinction à 5 ans sous couvert de trop petits effectifs...

De même, l'incantation à rester confiant en plongeant nos formations dans le grand marché concurrentiel de l'apprentissage du monde d'après... est un peu courte ! **La réforme « Pénicaud » met en danger nos CFAA publics et les personnels.**

Demande d'engagements politiques

- **en faveur de nos CFAA publics**, avec des garanties en matière de subventions d'équilibre au titre de l'offre publique de formation due aux jeunes et à leurs familles **sur l'ensemble du territoire.**
- **sur le bac S**, à savoir qu'avant publication des arrêtés, nos lycées et nos élèves puissent bénéficier de la garantie de disposer d'un **choix dans les spécialités scientifiques de terminale** et ce dans chacun de nos établissements et du **maintien de l'agronomie** dans un enseignement de spécialité (abondé de 2h sur le modèle des sciences de l'ingénieur)

Surpris quand depuis août 2017 , le Directeur Général puis le Cabinet du ministre et jusqu'au ministre lui-même font

part de leurs **grandes inquiétudes pour le budget 2019...** alors même que les problèmes notoires de [DGH](#) insuffisantes en région se multiplient depuis le printemps (de gels en fermetures de classes et de sections, à la suppression d'options...) et pèsent négativement sur les conditions de la rentrée dans nombre d'établissements.

Surpris qu'un Président de la République n'ait semble-t-il pas encore choisi « s'il levait le pouce » ou « s'il l'abaissait » par rapport aux postes enseignants...

sanctuarisés au titre d'une priorité assumée à l'éducation ou supprimés pour faire pièce aux efforts demandés aux services publics, **120 000 postes de fonctionnaires devant être « rendus » d'ici la fin du quinquennat...**

OUI, résolument l'Enseignement Agricole Public, ses personnels comme, ses usagers méritent mieux et ne se contenteront pas d'un succès d'estime... ou d'une communication de communicants qui communiquent...
« nous nous battons nous aussi pour préserver ces moyens », « le ministre a les services publics chevillés au coeur »...

Demande de crédits complémentaires permettant les ajustements nécessaires pour une rentrée 2018 sereine et respectueuse des droits des usagers

- accueil des jeunes,
- respect des horaires obligatoires
- et dédoublements réglementaires)
- et en cas d'impasse d'un collectif budgétaire...

Et pour 2019, un projet de loi de finances qui sanctuarise les emplois dans l'Enseignement Agricole Public.

Surpris enfin quand depuis plus de 3 mois, le directeur de l'[EPL](#) du Tarn et Garonne et son autorité académique travaillent à la fermeture progressive du LPAH de Moissac, site fusionné, il n'y a pas si longtemps, soi-disant pour lui redonner un avenir...

Surpris au point que la présidente du conseil régional Occitanie écrive :

« Concernant l'avenir du lycée agricole de Moissac, l'Etat doit arrêter d'avancer seul sur ce projet et prendre en compte le rôle et les compétences de la Région qui s'est toujours mobilisée pour maintenir sur tous ses territoires, et en particulier en zone rurale, des formations professionnelles de qualité »

et qu'un cadre de l'Éducation Nationale, partenaire de l'établissement écrive :

« Je n'ai pas de documents écrits ou de compte rendus de ces conversations mais je prendrai la précaution à l'avenir de le faire. On n'est jamais trop prudent. ».

OUI, résolument Moissac mérite mieux et tous les [LPA](#) et antennes rurales de CFAAD qui ne comptent pas plus de 120 élèves et/ou apprenti.e.s aussi !

Demande : d'un engagement du Ministre de l'Agriculture à ne pas fermer Moissac et à travailler à conforter l'ensemble des sites fragiles de notre dispositif , essentiel pour le maintien du tissu rural.

Par suite... aucun observateur attentif ne sera « surpris » que les personnels de l'[EAP](#) se fassent entendre en cette période d'examen, non pour empêcher leurs élèves et apprenti.e.s de les passer, mais bien **pour leur garantir la qualité d'accueil d'enseignement à laquelle ils ont droit et dont nous sommes les garants !**

Paris, le 23 juin 2018